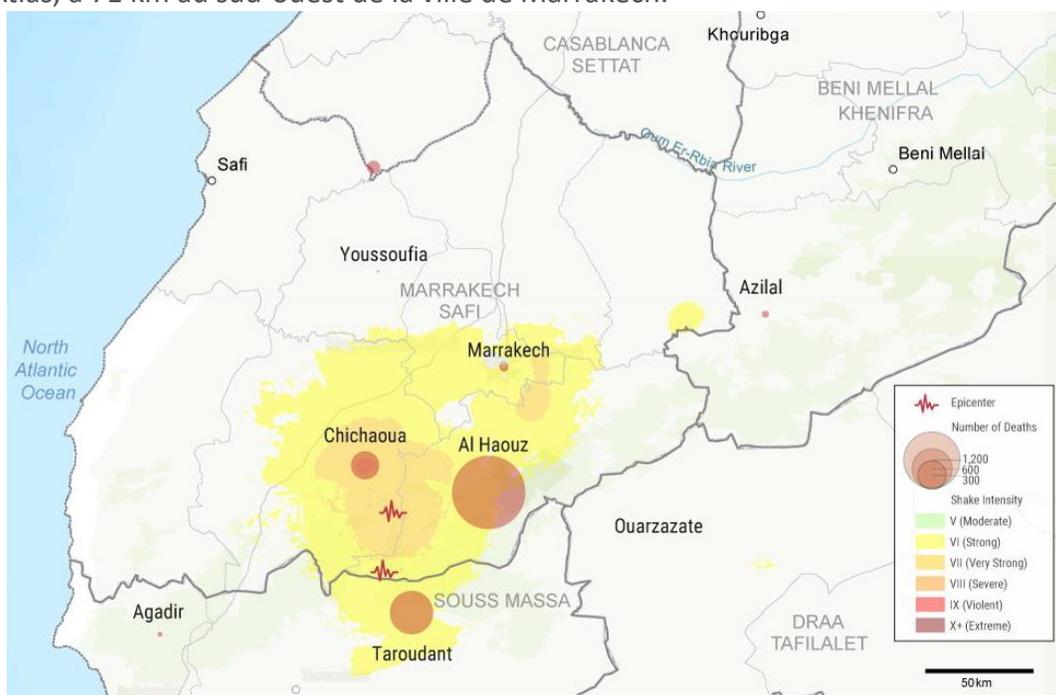


Réponse d'urgence au tremblement de terre au Maroc
Septembre 2023

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Un tremblement de terre de magnitude 6,8 a secoué le Maroc le 8 septembre 2023 à 23 heures, heure locale, suivi d'une réplique de magnitude 4,9 et 4,5 dont l'épicentre a été identifié dans le Haut Atlas, à 71 km au sud-ouest de la ville de Marrakech.



Selon le ministère de l'intérieur marocain (chiffres provisoires), 2 500 personnes au total auraient perdu la vie, la grande majorité dans les provinces d'Al-Haouz, l'épicentre, et de Taroudant. On dénombre également 2 421 blessés. Ces chiffres sont toutefois provisoires, car il est compliqué d'accéder aux zones montagneuses difficiles d'accès. Le risque de glissements de terrain et les grandes distances compliquent les opérations de recherche, de sauvetage et de secours.

L'impact du tremblement de terre sur les abris et les logements a été dévastateur, avec des niveaux élevés de dommages ; plusieurs villes telles que Marrakech, Taroudant, Asmiz et Chichaoua ont subi de lourdes destructions. Des impacts significatifs sont également observés sur les infrastructures et des services de base, y compris du système de santé. Les populations les plus touchées sont celles qui vivent dans les zones montagneuses, notamment dans la zone d'Al Haouz. Du fait des glissements de terrain, l'accès à ces zones est difficile et les bâtiments ne

répondent pas aux normes sismiques. Plusieurs personnes dorment dehors et ne peuvent plus rentrer chez elles. Le séisme met en évidence les inégalités préexistantes : les personnes qui malgré les nombreuses couches d'inégalité et de marginalisation arrivaient à avoir leurs besoins essentiels satisfaits avant la catastrophe se retrouvent doublement frappées par le mouvement tellurique et par les facteurs intersectionnels d'exclusion. Ainsi les personnes malades ou à mobilité réduite, les femmes, les nouveaux nés (y compris les filles) et les ménages tenus par des femmes mais aussi les travailleur.euse.s du sexe, les survivant.e.s des violences basées sur le genre, les personnes de la communauté LGTBQI+, les personnes en situation de migration et d'autres populations marginalisées seront particulièrement exposées en raison de leur vulnérabilité préexistante.

Les autorités gouvernementales coordonnent les actions de secours en activant le mécanisme national de réponse, en déployant des équipes de protection civile pour renforcer les réserves de sang et garantir l'approvisionnement en ressources essentielles telles que l'eau, la nourriture, les tentes et les couvertures dans les zones touchées. Cependant, la distribution d'aide dans les régions éloignées reste un défi.

Par ailleurs, les réponses psychosociales restent très peu investies ou accessibles à l'heure actuelle. Or, le besoin en la matière se fait de plus en plus ressentir. Il est essentiel de l'anticiper.

D'un point de vue psychologique, l'événement actuel étant extrêmement traumatogène, son impact en termes de détresse psychologique est déjà présent. En effet, sur le terrain, des entretiens menés auprès des collectifs de citoyens s'étant déplacés lors de distributions alimentaires remontent des indicateurs de détresse psychologique importante parmi lesquels les signes suivants : anxiété, troubles du sommeil, reviviscence de l'événement du séisme, sensation d'avenir bouché, deuils difficiles, évitement et angoisse, etc. Certains entretiens rapportent la présence d'enfants dans l'incompréhension des événements passés et dont les parents, endeuillés ou eux-mêmes en détresse, ont beaucoup de mal à les protéger et les soutenir. Dans ce contexte, la question des troubles post-traumatiques et de leur prise en charge prend tout son sens, notamment à travers un soutien psychologique à prévoir de façon urgente.

Au Maroc, la santé mentale pose des défis significatifs au système de santé. Bien que des progrès aient été réalisés ces dernières années pour sensibiliser et prendre en charge davantage les problématiques de santé mentale, les ressources et les services restent limités. Les troubles mentaux continuent d'être stigmatisés dans la société marocaine, ce qui entrave souvent la recherche de soins appropriés. De plus, l'accès aux services de santé mentale demeure inégal, en particulier dans les zones rurales ou reculées, où les ressources sont rares. Les professionnels de la santé mentale sont également en nombre insuffisant pour répondre à la demande croissante. Malgré ces défis, des organisations gouvernementales et non gouvernementales travaillent activement pour améliorer la situation en développant des programmes de sensibilisation, en formant davantage de professionnels de la santé mentale et en cherchant à éliminer la

stigmatisation autour des problèmes de santé mentale. Il reste toutefois beaucoup à faire pour garantir un accès équitable aux services de santé mentale à travers le Maroc, notamment car la réglementation juridique de la profession de psychologue reste toujours en suspens dans ce contexte.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'appel à l'aide internationale. L'Arabie saoudite, le Qatar, l'Espagne et le Royaume-Uni ont été les seuls pays autorisés à fournir des équipes de recherche et de sauvetage. Seulement le Croissant-Rouge marocain et quelques organisations de la société civile locale, comme nos partenaires CARE Maroc et l'ALCS, déjà actives dans les zones affectées sont autorisés à intervenir dans la réponse dans cette première phase de la crise.

Médecins du Monde Belgique (MdM-BE), présente au Maroc depuis 2013, a été sollicité par ses partenaires, à savoir la SMPC (Société Marocaine des Psychologues Cliniciens), l'ALCS (Association de Lutte contre le Sida) (dans les zones de Marrakech, Agadir et Taroudan), CARE Maroc (dans la zone d'Al Haouz) et MS2 pour mettre à leur disposition son expertise en matière d'aide humanitaire, notamment en Santé et droits sexuelles et reproductifs et violences basés sur le genre (SDSR/VBG) et en Santé mentale et support psychosocial (SMSPS) en situation de crise. Ainsi qu'en matière de capacité logistique pour appuyer des distributions de biens de première nécessité dans les zones reculées où les partenaires étaient déjà présents avant le tremblement de terre.

Stratégies intervention à court et à moyen terme

MdM contribuera à la réponse multisectorielle d'urgence dans la zone d'Al Haouz et dans la zone de Marrakech, Agadir et Taroudan avec ses 4 partenaires locaux : la SMPC, l'ALCS, CARE Maroc (tous les deux ayant un statut d'association d'utilité publique) et MS2 (Maroc Solidarité Médicos-sociale) pour :

A court terme (6 premiers mois) :

- Mener une évaluation des besoins dans les deux zones sur l'impact sur le continuum de soin de santé, avec focus sur Soins de santé primaires, SDSR, SMSPS, et VBG ;
- Mettre en place un dispositif de SMSPS pour le personnel de première ligne ;
- Mettre en place un dispositif mobil de SMSPS par zone d'intervention pour assister des personnes affectées par la crise selon les normes énoncées dans les directives ASC présentes dans des sites reculées ;
- Coaching et coordination en SMSPS et SDSR/VBG en situation de crise auprès du personnel de première ligne des partenaires ;
- Formation et coordination des équipes des partenaires sur les modalités de l'intervention humanitaire (procédures logistiques d'urgence, organisation des distributions en situation de crise ;
- Support logistique aux opérations.

SOIGNE AUSSI L'INJUSTICE



Au niveau régional, la Wilaya de la région de Marrakech-Safi, en collaboration avec le Croissant Rouge, a mis en place une cellule de crise avec laquelle CARE Maroc est l'ALCS sont en contact. Cette cellule de crise coordonne et organise les premières évacuations d'urgence et évalue les besoins en matière de sécurité alimentaire et d'abris (en chiffres). Les deux partenaires, reconnus comme associations d'utilité publique au Maroc, sont membres des cellules au niveau local et peuvent organiser les activités de support psychosocial et les distributions soit en coordination avec eux, soit par leur intermédiaire.

A moyen terme (entre le 3em et 12em mois) :

Contribuer à assurer le rétablissement et le continuum de soin par :

- L'accompagnement du système de santé et des communautés pour renforcer leur résilience face aux crises ;
- Le renforcement des partenaires locaux (associations et services publics) pour assurer l'accès aux services de santé des populations affectées par la crise avec un focus sur SDSR/GBV et SMSPS ;
- Le renforcement des capacités de la société civile pour assurer l'accès aux droits des personnes les plus vulnérables.

Les activités pour le moyen terme seront définies dans un deuxième temps sur base des résultats de l'évaluation des besoins ainsi que de l'évolution du plan de réponse humanitaire coordonné par les autorités marocaines.

Coordination et gestion du projet :

MdM-BE compte avec une équipe de coordination au Maroc pour gérer ses projets réguliers dans le pays. Pour la gestion de la crise actuelle, l'équipe de la mission sera renforcée par un *pool* d'experts mis à disposition par le Réseau International MdM, à savoir : un Coordinateur urgences avec profil médical, une Référente SMSPP et un logisticien, tous.les faisant partie des unités d'urgence de MdM Espagne. Cette équipe vient s'insérer sous le lead de MdM-BE au Maroc pour renforcer les capacités des partenaires locaux dans la réponse à la crise.

Le personnel et les experts externes nécessaires pour la gestion du projet sera recruté et insérées sous la coordination de la mission Maroc de MdM-BE. Les postes principaux étant : 1 coordinateur.trice projet urgence, 3 staff support (log, fin, RH), 1 superviseur médical, 1 superviseur SMSPS, 2 psychologues et 1 référent.e MEAL (*Monitoring, Evaluation, Accountability, Learning*), tous.tes dédié.e.s au projet.

Présence de MdM au Maroc

MdM- BE travaille au Maroc depuis 2013 en partenariat avec des organisations de la société civile (OSC), notamment autour de l'accès à la santé et de la protection des populations migrantes dans la région de Rabat et dans la région de l'Oriental, avec un focus sur la SDSR. MdM-BE met en œuvre les activités sur le terrain par l'intermédiaire de ses partenaires, notamment MS2 et ALCS.

Partenaires locaux dans les zones affectées CARE Maroc, ALCS, SMPC

La Société Marocaine des Psychologues Cliniciens (SMPC), est une association à but non lucratif fondée en 2000. La SMPC travaille dans le but d'améliorer l'accès à la santé mentale au Maroc à travers un plaidoyer pour la reconnaissance du statut de psychologue, la formation et la recherche scientifique, la sensibilisation et la promotion de la santé mentale et la facilitation de l'accès aux soins psychologiques pour les plus vulnérables.

Par ailleurs, la SMPC compte un réseau de psychologues cliniciens engagés dans différentes régions du Royaume à des fins de coordination et d'amélioration de l'accès aux services de santé mentale. Dans le cadre de ces actions et objectifs, la SMPC porte un intérêt particulier à l'amélioration de l'accès à la santé mentale pour les populations les plus vulnérables.

CARE International Maroc (CARE Maroc), membre du réseau CARE International, est une association marocaine -créée en 2008- reconnue d'utilité publique. CARE Maroc contribue à vaincre la pauvreté et l'injustice sociale en apportant un changement durable dans la vie des populations vulnérables. Pour cela, CARE Maroc concentre ses actions sur la promotion d'une éducation de qualité, l'autonomisation des femmes, l'(auto-)employabilité des jeunes, le développement de marchés agricoles durable inclusif et d'actions humanitaires lors des crises. Dans tous ses programmes, CARE se concentre sur les populations vulnérables telles que les femmes et les filles.

Depuis 2014, CARE Maroc mène des actions dans la province d'Al Haouz, zone fortement touchée par le séisme. CARE dispose d'un bureau dans la ville de Marrakech et d'une équipe d'une quinzaine de personnes. Actuellement, CARE Maroc mène un projet sur la thématique d'autonomisation économique des femmes avec pour objectif d'atteindre un total de 7 455 individus directement en : améliorant les capacités d'agir de 3 040 femmes rurales (membres des coopératives et des groupement d'épargne solidaire); et en engageant 4 383 membres des communautés.

Association de lutte contre le Sida (ALCS), créée en 1988 et reconnue d'utilité publique en 1993. Plus de 500 volontaires et 90 salarié.e.s s'investissent au quotidien dans le respect des valeurs qui animent l'association.

Le siège national de l'ALCS est basé à Casablanca mais plusieurs centres accueillent les bénéficiaires à travers le Royaume. Ces centres sont situés à Agadir, Azrou, Beni Mellal,

Casablanca, El Jadida, Essaouira, Fès, Guelmim, Laayoune, Larache, Marrakech, Meknès, Nador, Oujda, Rabat, Safi, Tanger, Taroudant, Tetouan et Tiznit.

L'ALCS a pour objectifs : (1) La prévention de l'infection aux IST, au VIH et aux hépatites virales, (2) La prévention de l'infection aux IST, au VIH et aux hépatites virales et la défense des droits des personnes vivant avec le VIH. Selon sa mission et son cœur de métier ; l'ALCS cible les populations vulnérables dont les travailleur.euse.s du sexe , les minorités sexuelles , les migrant.e.s en situation administrative irrégulière, les personnes infectées et affectées par le VIH.

Maroc Solidarité Médico-Sociale (MS2), est une association nationale médicale et humanitaire à but non lucratif, créée en juillet 2016. Son but est de « venir en aide et porter une assistance (médicale, sociale, économique) à toute personne ou population vulnérable ».

MS2 est un acteur clé dans les domaines de la protection et la santé et partenaire privilégié à MdM-BE depuis sa création. Son expertise se focalise sur la protection et l'appui psychosociale aux personnes en situation de vulnérabilité, avec un focus sur la population migrante. Le déploiement des dispositifs mobiles pour assurer l'accès au droit à la santé pour les personnes les plus vulnérables est au cœur des interventions de MS2.

Budget

Budget total de l'intervention : 1.430.000 euros

Contribution demandé à la BEI : 250.000 euros

Les lignes budgétaires et le montant sont indicatifs et peuvent changer en fonction des résultats de l'évaluation des besoins sur les deux zones affectées à mener dans le mois de septembre (tout au début du projet) ainsi que de l'avancement du plan de réponse multisectoriel à la crise coordonné par les autorités marocaines.

Principales lignes budgétaires (**orientative**):

EIB	EUR
Activités MDM	18.355
Partenaires locaux	38.890
Personnel	117.332
Fonctionnement	16.638
Transport	31.248
Equipements	4.810
Sous-total	227.273
Frais administratifs 10%	22.727
TOTAL	250.000